

UN ACTEUR COMIQUE, LE NOUVEAU PRESIDENT DU GUATEMALA

Jimmy Morales, l'acteur comique qui tournait en dérision les Mayas a été élu président de la République du Guatemala au deuxième tour des élections le 25 octobre dernier. Il a obtenu près de 70% des suffrages. Il y a eu 44% d'abstentions, des milliers de votes blancs ou nuls et un nombre considérable mais indéterminé de personnes, en majeure partie mayas, non inscrites sur les listes électorales.

Cette victoire fulgurante est due essentiellement à deux ordres de facteur. Tout d'abord, il y a le ras-le-bol politique qui s'est exprimé dans un vaste mouvement de protestation contre la corruption qui a obligé la vice-présidente Roxana Bladetti et le président, l'ex-général Otto Perez Molina, à démissionner. Morales était l'antipolitique, l'homme qui n'était pas corrompu.

Ensuite, dans nos sociétés médiatiques, ce qui compte, c'est l'image. C'est un monde fait sur mesure pour les comédiens, les illusionnistes, ceux qui peuvent facilement créer des émotions, raconter des anecdotes émouvantes ou édifiantes, inspirer confiance, convaincre. Dans ce contexte, le programme politique, la préparation professionnelle, le parti d'appartenance perdent beaucoup de leur importance.

Morales apparaît comme un homme nouveau. Son parti pourtant représente le passé le plus atroce du Guatemala. Il a été fondé par des vétérans de l'armée qui s'opposaient aux accords de paix et aux gouvernements démocratiques et qui voulaient continuer les dictatures militaires et le génocide. Le chef du groupe parlementaire du parti de Morales, dans le futur parlement, est le colonel Ovalle, accusé de massacres dans les années du génocide. Jimmy Morales est un homme de droite voire d'extrême droite. Selon lui, il n'y a pas eu de génocide au Guatemala. C'est un nationaliste qui rêve de reconquérir le Belize. Il ne veut pas de mariage homosexuel. Il est opposé à l'avortement et veut rétablir la peine de mort. Il fait partie d'une secte évangélique et dans ses discours, il fait continuellement référence à Dieu.

Contrairement à la tradition, il n'a pas présenté son gouvernement quand il a été élu. Il n'a pas de programme politique. Il n'a pas les moyens financiers pour atteindre les objectifs qu'il se propose. Dans les conférences de presse, il ne donne pas de réponses précises aux questions qui lui sont posées sur son programme politique. Pour combattre la corruption, il déclare qu'il donnera le bon exemple, qu'il fera appliquer les lois, qu'il rendra compte scrupuleusement de ses actions.

Il va devoir affronter très rapidement de sérieux problèmes. Avant la fin de l'année, il devra faire approuver par le parlement le budget prévisionnel de 2016 et dès qu'il commencera à gouverner, il devra affronter des problèmes très sérieux. En premier lieu, les caisses de l'Etat sont vides et il n'y a pas d'argent pour financer la santé publique et les écoles. Alors que le mouvement de protestation se déchainait dans les rues, la Cour Constitutionnelle a annulé les impôts de l'entreprise Tigo (dont le patron, Mario Lopez, est l'homme le plus riche de l'Amérique Centrale), ainsi que ceux des sociétés transnationales et d'autres puissantes corporations.

Il devra essayer de contenir la violence qui ravage le pays : plus de 15 assassinats par jour, des viols encore plus nombreux. Il doit aussi améliorer la condition des 53% d'habitants qui vivent dans la pauvreté et des trois millions qui croupissent dans la misère. La liste n'est pas exhaustive.

Morales se trouvera également confronté à la résistance des communautés indigènes aux sociétés minières internationales qui saccagent le pays et empoisonnent le sol, l'air et l'eau. Les mouvements indigènes craignent une répression sanglante.

Que réussira à faire Jimmy Morales ? Il se pourrait qu'il essaye d'utiliser le courant populaire pour plier le parlement à ses volontés. Il réussira difficilement à imposer des impôts à ses amis de l'oligarchie traditionnelle.

Les dictatures et les gouvernements militaires qui se sont succédés après la signature des accords de paix en 1996, ceux de Alfonso Portillo, du parti de l'ex-dictateur le général Rios Montt. Le gouvernement du général Otto Perez Molina et maintenant celui du parti fondé par les militaires les plus réactionnaires risquent de se terminer dans un tragique spectacle burlesque.

Gérard LUTTE